

International trade union network of solidarity and struggle
Réseau syndical international de solidarité et de luttes
Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas
Red sindical internacional de solidaridad y de luchas
Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta

www.laboursolidarity.org

Non à la criminalisation des luttes !

Liberté d'expression, d'organisation et manifestation pour les travailleurs, travailleuses et leurs organisations!

Les capitalistes et leurs Etats ont toujours œuvré à supprimer les droits démocratiques des travailleurs, travailleuses et de la population pauvre. L'histoire depuis le XVIIIème siècle nous offre de nombreux exemples : des mesures et des lois dont la finalité est d'interdire et réprimer grèves, syndicats et manifestations des travailleurs et travailleuses.

La criminalisation, caractéristique centenaire du capitalisme, genre d'ADN du capital, a pris une terrible dimension dans cette période historique. Pour maintenir et augmenter leurs immenses gains et garantir l'exploitation de la classe ouvrière partout dans le monde, les capitalistes se servent de la criminalisation envers ceux et celles qui s'opposent à leurs plans, la transformant en politique d'Etat dans de nombreux pays. Les organisations de la classe ouvrière – syndicats, centrales syndicales, mouvements populaires – qui refusent de collaborer avec le capital et résistent, sont poursuivies sans merci.

La répression policière, militaire et paramilitaire est la pièce maitresse du maintien de l'ordre capitaliste. L'assassinat de centaines de syndicalistes par des groupes paramilitaires en Colombie, la répression policière contre les manifestant-es du 1^{er} mai en Corée et Turquie, le massacre de miniers en grève à Marikana en Afrique du Sud, ou encore la « disparition » de dizaines de jeunes mexicains à Ayotzinapa sont des exemples clairs des agissements des forces policières

Afin de vaincre les luttes radicales des secteurs qui sont l'épine dorsale du mouvement syndical, les capitalistes utilisent toutes les armes : lois antisyndicales, répression policière, emprisonnements, licenciements, tribunaux, en plus de la forte action des médias pour isoler les grévistes vis-à-vis de la population.

La répression et la criminalisation envers les travailleurs et les travailleuses se retrouvent notamment dans les quartiers populaires, tout ceci illustre la répression envers les populations civiles même lorsqu'elles ne sont pas directement en lutte contre les gouvernements et les capitalistes. Les événements mondiaux comme les Olympiades et la Coupe du monde, laissent un passif important dans les pays par où ils passent : tribunaux spéciaux, restriction de la liberté de circulation et de réunion, emprisonnements et mises en examen, à l'exemple de la situation au Brésil.

Pour des raisons idéologiques, le système capitaliste empêche la population à accéder aux moyens de communication. La censure des moyens, soit par des interdictions explicites, soit par un cadre légal protégeant le monopole et ainsi la répression des radios communautaires. Sur le plan juridique, des interdictions apparaissent comme étant des outils contre les manifestations des travailleuses et des travailleurs ; des lois comme celles de la diffamation sont également utilisées dans le monde entier pour réprimer et faire taire les activistes et toute information qui s'opposent ou critiquent les gouvernements et des puissants. Un autre moyen d'attaques historiquement faites contre les populations et les revendications des travailleuses et travailleurs sont les lock-out faits par le patronat lorsque leurs gains se voient menacés.

Au delà de la répression physique envers la population et les mouvements des travailleuses et travailleurs, l'avancée technologique a permis un contrôle sans discrimination et généralisé des gouvernements et services de renseignements. Pour cela, l'invasion de la vie privée à partir de programmes clandestins, ou pas comme la NSA (Agence de Sécurité Nationale des EUA) en collaboration avec des entreprises comme Facebook, Whatsup, Google, Microsoft, Apple, Youtube, entre autres.

Le Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes ne peut omettre cette bataille contre la criminalisation des mouvements syndicaux et populaires.

Dénonçons tous les cas de criminalisation, qu'elle soit à travers des lois antisyndicales et contraires à la liberté d'expression; soit à travers de la violence policière, militaire et paramilitaire contre le mouvement

syndical et populaire, soit à travers des emprisonnements, des licenciements et l'embauche de casseurs de grève.

Défendons tout et chaque droit démocratique des travailleuses et travailleurs, soit il conquit ou établi par les lois nationales ou internationales.

Nous nous opposons aux interventions militaires et occupations étrangères, aux dictatures civiles et militaires ainsi que tout type de répressions mises en place par les régimes démocratico-bourgeoises.

L'engagement des organisations membres du Réseau Syndical International de Solidarité et de luttes est de promouvoir la solidarité internationale contre la criminalisation des luttes, lançant des campagnes internationales et utilisant le site du Réseau pour la diffusion des informations. Le Réseau peut et doit servir d'outil au développement d'une campagne en faveur de la liberté syndical et le droit de grève sans restrictions, ainsi que des caisses de grève et la protection des activistes vis-à-vis des technologies

Il nous faut l'unité et la solidarité entre celles et ceux qui luttent partout dans le monde pour qu'on puisse affronter et vaincre cette puissante armée du capital : la criminalisation.

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (**SNAPAP**) - Algérie.
- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.

- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindacato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) - Sénégal.
- Independent Trade Unions for Egyptian Federation (**EFITU**) - Egypte.
- Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) - Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Perou

Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés - Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Fédération Générale des Postes, Telecom et Centres d'appel - Union Générale Tunisienne du Travail (**FGPTT/UGTT**) - Tunisie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**ASFOC-SN**) - Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Immigrazione (**CUB Immigrazione**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Credito e Assicurazioni (**CUB SALLCA**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/UNTM**) - Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-IŞ/DISK**) - Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) - Panama.
- Conseil des Lycées d'Algérie (**CLA**) - Algérie.
- Confederazione Unitaria di Base Trasporti (**CUB Trasporti**) - Italie.
- Syndicat de l'Enseignement Supérieur Solidaire (**SESS**) - Algérie.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Publicos - Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) - Canada.

Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) - Belgique
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca - (**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahia Blanca**) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.

Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**)

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**Gmo**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- No Austerity - Coordinamento delle lotte - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.